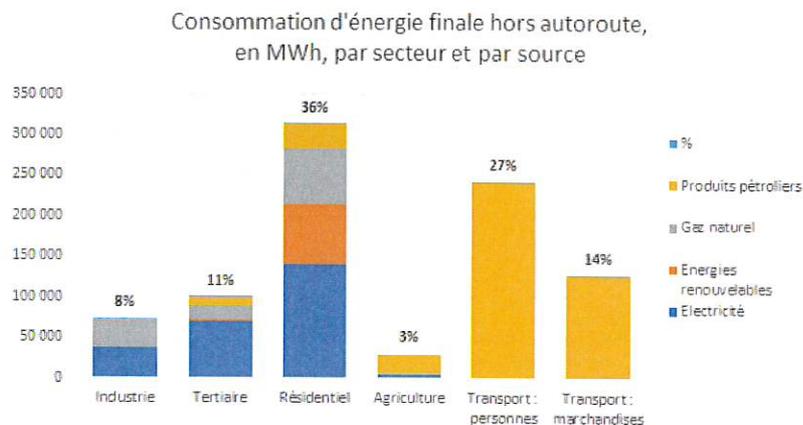


Synthèse des diagnostics du PCAET et des enjeux qui se dégagent

1. PRINCIPALES INFORMATIONS ISSUES DU DIAGNOSTIC

- La consommation d'énergie et la facture associée

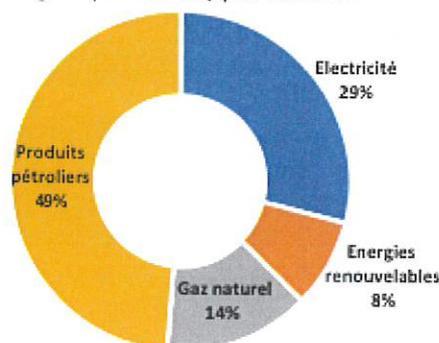


2 enjeux majeurs : les déplacements (41%) et l'habitat (36%).

La moitié des consommations d'énergie sont des produits pétroliers.

Un risque de surcoût annuel de prêt de 50 % d'ici 2030.

Répartition de la consommation énergétique finale, par source



Vu, pour être annexé
à la délibération du
Conseil Communautaire
en date du... 14/12/2021...
A Castelsarrasin, le... 16/12/2021...
Le Président

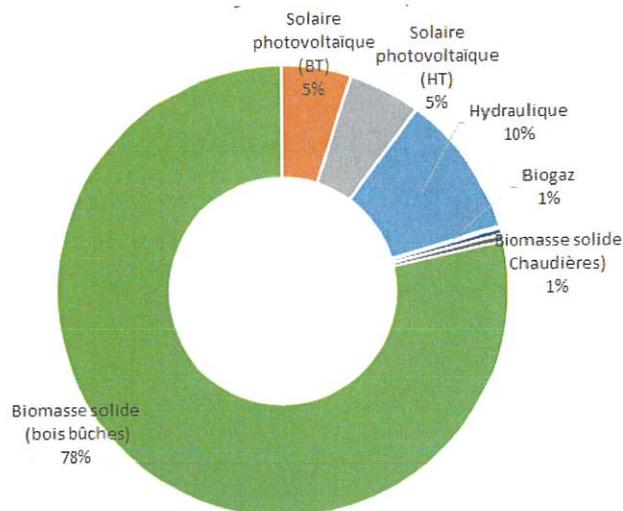


Cette consommation d'énergie correspond à une facture de 97 millions d'euros par an, dont la quasi-totalité quitte le territoire (pétrole, gaz et électricité de réseau).

Il existe un fort risque d'augmentation qui peut entraîner un surcoût de l'ordre de 50 % d'ici 2030. Ainsi en l'absence d'actions nationales et locales, la facture énergétique d'un habitant des terres des confluences pourrait passer de 1 550 € aujourd'hui à 2 300 € en 2030.

La mobilisation sur la rénovation des bâtiments et le développement d'alternatives à la voiture est donc une priorité aussi bien en termes environnementaux que sociaux.

- La production d'énergie renouvelable



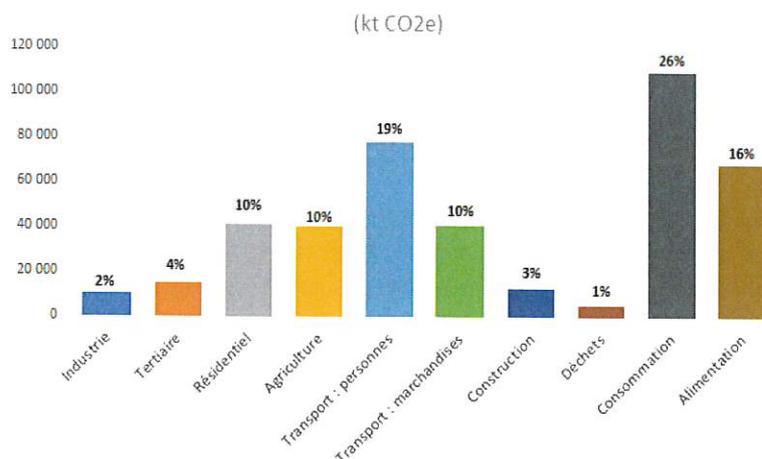
Production de 65 GWh/an,
soit 7% des consommations
d'énergie du territoire.

Un potentiel de
développement très
diversifié

Energie	Potentiel annuel (GWh)
Hydroélectricité	Faible
Géothermie	Moyen à fort
Eolien	Faible
Bois énergie (production)	33 GWh (Moyen)
Méthanisation	367 GWh (Fort)
Solaire thermique	91 GWh (Moyen)
Solaire PV	40 GWh au sol 6 GWh en ombrières 140 GWh en toiture (Fort)
Récupération de chaleur	Moyen

De nombreux projets de développement sont en cours sur le territoire et permettraient de doubler cette production s'ils se concrétisent. L'enjeu est donc de faciliter le développement des énergies renouvelables mais en maîtrisant les projets et en participant à leur gouvernance et à leur financement. Il est ainsi possible que le développement des énergies renouvelables ne soit pas subit, mais qu'il se fasse au service du territoire et de ses habitants.

• Les émissions de gaz à effet de serre et la séquestration carbone



Aux principaux postes identifiés sur la consommation énergétique directe (page 1), viennent s'ajouter des émissions en partie liées à des consommations énergétiques indirectes (dont la production et la fabrication ont eu lieu en dehors du territoire) :

- La consommation et l'alimentation
- L'agriculture

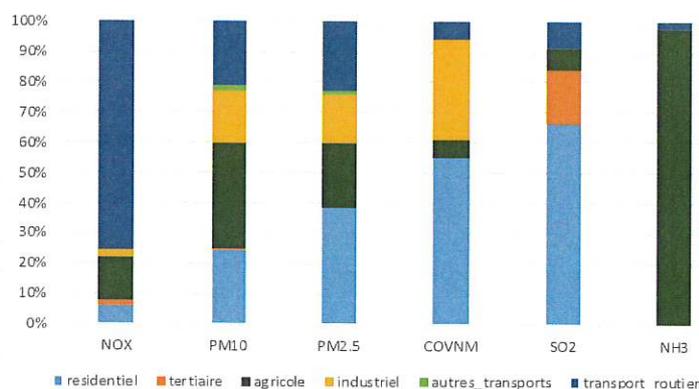
8 % des émissions sont annuellement séquestrés, essentiellement par les forêts.

Concernant les postes réglementaires, l'agriculture vient s'ajouter aux principaux postes identifiés ci-dessus dans le diagnostic énergétique (déplacements et habitats). Les postes de la consommation et de l'alimentation sont hors périmètre mais présente de véritables opportunités pour réduire l'empreinte carbone du territoire.

Chaque année, 8% des émissions de gaz à effet de serre sont séquestrées sur le territoire, aujourd'hui, quasi-exclusivement par la forêt. Soit quasiment l'équivalent du cumul des postes industriels, tertiaire et construction. Un potentiel de renforcement important de cette séquestration existe dans les sols agricoles si les pratiques évoluent.

• Les émissions de polluants atmosphériques

Répartition par polluant et par émetteur



Les émissions ont des sources diverses qui témoignent de la diversité du territoire.

- On retrouve le triptyque :
- Mobilité
 - Résidentiel
 - Agriculture

Entre 2010 et 2016, les émissions de polluants atmosphériques connaissent une tendance à la baisse, plus ou moins marquée, pour la totalité des polluants. En l'absence de station de mesure sur le territoire, la qualité de l'air respiré sur le territoire est quant à elle inconnue.

- La vulnérabilité au changement climatique

Les principaux enjeux relèvent :

- de la raréfaction de la ressource en eau et de l'impact qu'elle pourrait avoir sur l'agriculture locale,
- de l'évolution des risques naturels, en particulier le risque inondation et le risque retrait-gonflement d'argile.
- de la fragilisation de la biodiversité, faisant l'objet de peu de mesure de protection et de gestion sur le territoire. Terres des Confluences comporte 1800 ha de Natura 2000 (dont ZICO) et 3780 ha de ZNIEFF (simple inventaire sans protection) ce qui représente 4 % du territoire faisant l'objet de protection.

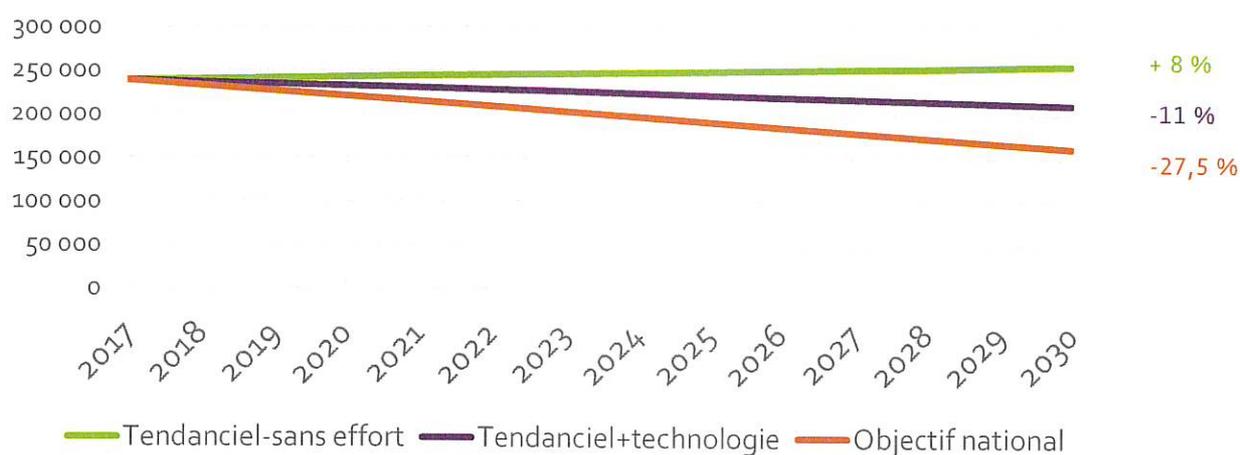
Impacts attendus	Caractéristiques du territoire	Vulnérabilité
 <p>↗ des besoins en eau pour l'agriculture (+10 % à +20 %)</p>	<p>81 % des consommations d'eau du territoire lié à l'irrigation</p>	Forte
<p>↘ de la disponibilité de la ressource en eau</p> <p>↗ des sécheresses</p>	<p>11 536 ha de culture 55,7 % territoire - 7,5 % des emplois</p>	Forte
 <p>Baisses des débits de -30% à l'horizon 2050</p>	<p>EPCI classée en Zones de Répartition des Eaux Etiage fort, proche des valeurs critiques (seuil alerte SDAGE) : une ressource déjà sous pression</p>	Forte
<p>Prolifération d'algues bleues ou vertes (liées aux phosphates et nitrates)</p>	<p>Zone Nitrate, forte pression de l'activité agricole sur les masses d'eau superficielles et souterraines</p>	Forte
<p>Déplacement des aires climatiques</p>  <p>Extinction de 20% à 30 % des espèces</p>	<p>De manière générale, une biodiversité fragile sur le grand sud-ouest (Etat défavorable-mauvais) 0,8% du territoire en Protection réglementaire Soit un faible niveau de protection Territoire déjà très fragile</p>	Forte
 <p>↗ des épisodes caniculaires : jusqu'à 50 jours par décennie d'ici 2030 et 130 jours par décennie en 2050.</p>	<p>Territoire : 65 ans et plus : 20,9 % (France : 17,4) Indice de vieillissement : 88 (France : 71) Un territoire plutôt âgé Une surmortalité modérée lors des derniers épisodes caniculaires au niveau départemental.</p>	Moyenne
 <p>↗ du risque inondation</p>	<p>20 arrêtés relatifs à des inondations entre 1983 et 2016</p>	Forte
<p>↗ retrait et gonflement d'argile</p>	<p>51 arrêtés relatif à des RGA Nord Est du territoire soumis au risque</p>	Forte
 <p>↗ des incendies de forêt</p>	<p>Nord du territoire très forestier. Aléa faible aujourd'hui.</p>	Moyenne

2. LES TENDANCES FUTURES

Concernant les émissions de gaz à effet de serre une modélisation des émissions future a été réalisée. Elle s'appuie sur les hypothèses d'évolution du territoire programmées dans le PLUi-H en cours de définition ou sur la poursuite de tendances passées.

Déterminants utilisé pour la projection tendancielle	Estimation 2017	Delta/an	Projection 2030
Population (PLUI +1,3 % par an)	41 733	587	49 363
Nb de ménages (estimation)	17 023	157	19 058
Nb de voitures (estimation)	24 037	79	25 063
Nb d'emplois total (évolution passée PLUi)	13 462	20	13 722
Nb d'emplois tertiaires (évolution passée PLUi)	10 353	67	11 224
Nb d'emplois industriels (évolution passée PLUi)	1 261	-2	1 238
Nb de logements existants (Objectif PADD)	18 727	300	22 627
Surfaces agricoles (SAU) en ha (évolution passée PLUi)	24 662	-372	19 829
Cheptel en nombre (évolution passée RGA)	3 736	-133	2 001

Scénarios GES (tCO_{2e}) - Synthèse 2030

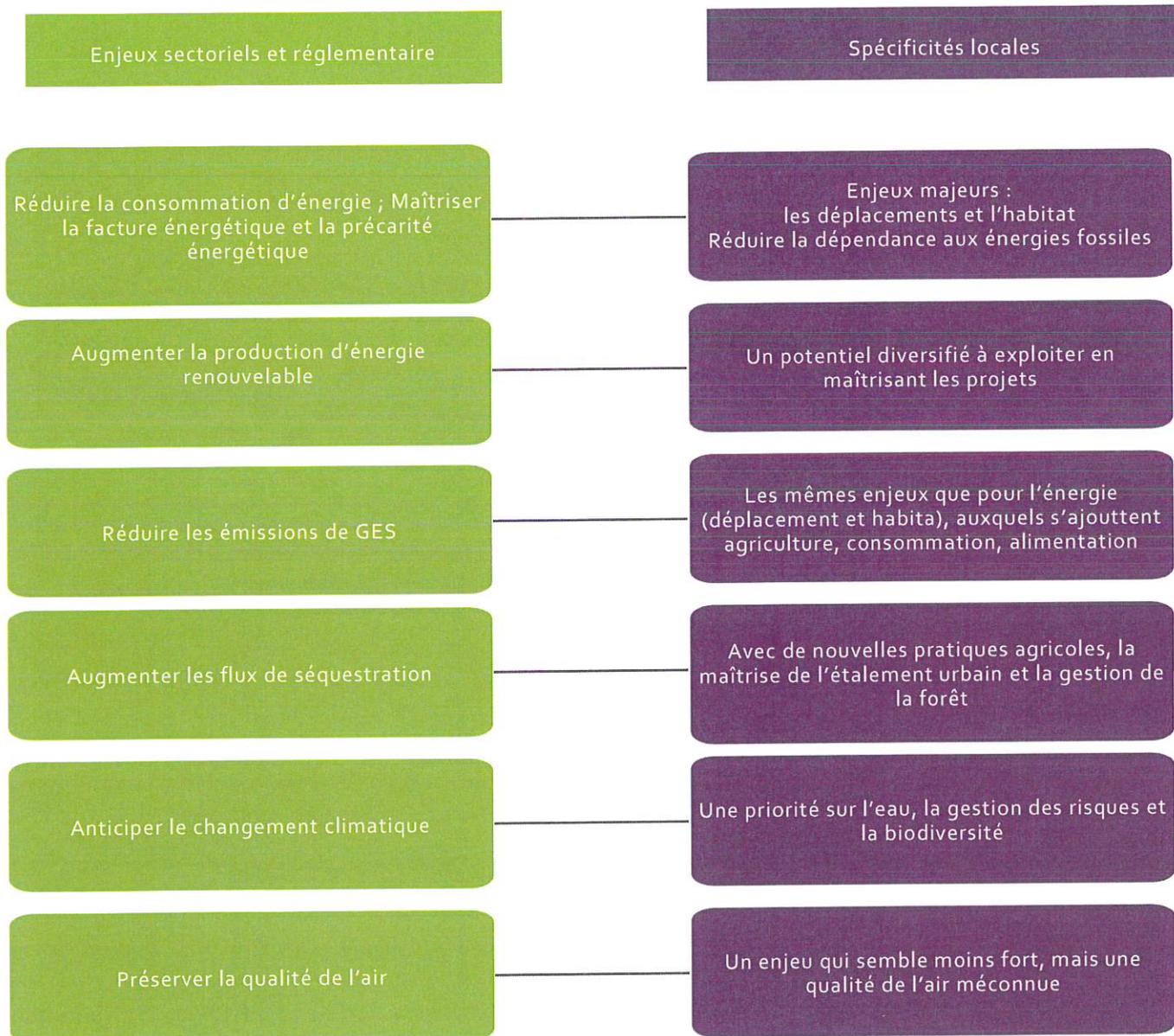


Ainsi dans un contexte de croissance démographique et de création d'emplois, les émissions tendancielle seraient 9,4% plus importantes en 2030 qu'aujourd'hui. Cependant les progrès techniques attendus doivent permettre de faire baisser significativement cette tendance (bâtiments neufs plus performants, véhicules neufs plus performants, électroménager plus performant, etc.). C'est ce qu'indique le scénario Technologique-sans effort qui permet d'obtenir une réduction de 1,1 % des émissions d'ici 2030 et donc d'infléchir la courbe tendancielle de plus de 10%. Toutefois pour être conforme à l'objectif national de -40% entre 1990 et 2030, il faudrait atteindre un résultat de -27,5 % entre 2017 et 2030. C'est ce que doit permettre de réaliser le PCAET.

3. SYNTHÈSE DES ENJEUX

Enjeu central du PCAET

Dans un contexte de croissance démographique et économique, contribuer aux objectifs Région à Energie positive (REPOS et neutralité carbone).



4. LES PRINCIPAUX LEVIERS A METTRE EN OEUVRE

Pour répondre à ces enjeux, de nombreux leviers sont activables et bien sûr des actions en cours permettent d'ores et déjà de travailler dessus.

Les leviers

D'AMENAGEMENT

stock de carbone, adaptation au changement climatique, maîtrise des déplacements

TECHNOLOGIQUES

Isolation, équipements économes, véhicules alternatifs, énergies renouvelables, pratiques agricoles, modes de production propres, matériaux biosourcés, etc.

COMPORTEMENTAUX

Éco-gestes, éco-conduites, réductions des déplacements, télétravail, co-voiturage, réduction et recyclage des déchets, modes de consommation, modes d'alimentation, etc.

Actions en cours au sein de Terres des confluences et des communes

PLUi – revitalisation « bourg-centre »

Projet tiers-lieux

Aires de co-voiturage – voie verte, ...

Projets ENR (éolien, PV, Méthanisation)

Dématérialisation

OPAH, rénovations de bâtiments publics, dans les communes, modernisation de l'éclairage public, véhicules électriques, ...

Développement de visio-conférence

Clauses environnementales dans les marchés

Rézo-pouce ; Projet Alimentaire Territorial au PETR

Très nombreuses actions sur les déchets

Sensibilisation dans les écoles

Gestion différenciée des espaces verts,

Développement des circuits courts, ...